

**ADMINISTRATION COMMUNALE DE JETTE**

Région de Bruxelles-Capitale

-----

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

-----

Séance publique

PRESENTS :

MM. Doyen, Bourgmestre-Président;  
Hermanus, Mme Gallez, MM. Gosselin, Lacroix, Mmes Vandevivere, De Pauw,  
MM. Leroy et Pirottin, Echevins;  
Lieverinckx, Mme De Kock, MM. Vandenheede, Paternotte, Werrie, Mme Vanderzippe,  
MM. Lootens-Stael, Faher, Mme De Berlangheer-Lichtert, M. Mennekens, Mme Van der  
Borst, MM. Goujard, Amisi Yemba, Errazi, Van Nuffel, Gatz, Dewaels, Mmes Draoui,  
Gobbe, M. Ahidar, Mme Maes, M. Dallemagne, Mmes Rouffin, Moreau, Dekeyser et  
Nsikungu, Conseillers;  
Empain, Secrétaire communal.

-----

**ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE**

**REF. :** **23/11/2010/A/017**

**OBJET :** **TAXE SUR LE COMMERCE AMBULANT AVEC VEHICULE A MOTEUR -  
MODIFICATIONS**

Le conseil communal,

Vu les dispositions légales réglementant le commerce ambulant ;

Vu la loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement communal concernant la taxe sur le commerce ambulant du 25/06/2008 (réf. : 25/06/2008/A/037) ;

Considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, il y a lieu d'adapter l'article 3 et d'ajouter un nouvel article 14 ;

Considérant que, pour assurer une information claire et précise, il y a lieu de modifier les articles 1 et 2 et d'ajouter les articles 8, 9 et 10 ;

Considérant en outre que, pour assurer le respect du présent règlement, il y a lieu d'ajouter un article 11 prévoyant une amende administrative et de supprimer l'article 4 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du collège ;

Décide d'adapter le règlement communal du 25/06/2008 (réf. : 25/06/2008/A/037) concernant la taxe sur le commerce ambulant et d'en modifier le titre.

Le règlement adapté se présente donc comme suit :

**Règlement communal concernant la taxe sur le commerce ambulant avec véhicule à moteur.**

Article 1. Il est établi pour les exercices 2010 à 2013 inclus, une taxe sur le commerce ambulant avec véhicule à moteur.

Est visé, le commerce ambulant exercé avec un véhicule à moteur autre que celui tombant dans le champ d'application du règlement « Droit de place – Marché public ».

Article 2. Les marchands ambulants avec véhicule à moteur sont redevables entre les mains du Receveur communal la taxe ci-après établie :

Taux en Eur par :	2010	2011	2012	2013
Jour	7,50	7,75	8,00	8,25
Semaine	30	31	32	33
Mois	86	89	92	95
Trimestre	217	224	230	238
Année	580	600	620	640

Article 3. Toute personne exerçant une activité ambulante sur la voie publique avec un véhicule à moteur est tenue d'obtenir, au préalable, une autorisation de Monsieur le Bourgmestre.

L'octroi de cette autorisation est nécessaire pour des raisons impérieuses d'intérêt général et dans la mesure où tout contrôle a posteriori interviendrait trop tard et pourrait avoir porté atteinte à l'ordre public, à la santé, sécurité, tranquillité, salubrité publique.

Toute demande d'une telle autorisation devra être introduite conformément à l'article 14 et comporter les éléments suivants :

- identité et adresse du demandeur ;
- numéro d'entreprise ;
- copie recto-verso de la carte de marchand ambulant valable au-delà du 01.10.2006 ou de l' « autorisation patronale » ;
- nature du produit qui sera proposé à la vente ;
- numéro d'immatriculation du véhicule ;
- s'il y a lieu, une attestation récente de conformité de l'installation électrique et/ou des appareils au gaz utilisés délivrée par un organisme de contrôle agréé ;
- s'il y a lieu, une attestation récente en matière d'hygiène pour la vente de denrées alimentaires ;
- période d'activité et horaire relatif à l'exercice de cette activité.

Le Bourgmestre pourra refuser d'octroyer l'autorisation pour les raisons suivantes :

- décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02/08/1994 limitant l'activité proposée ;
- si l'octroi d'une telle autorisation est contraire à une norme légale supérieure ;
- avis négatif des services de police notamment en raison de nuisances sonores, trouble de voisinage, trouble de l'ordre public ;
- pour des raisons impérieuses d'intérêt général dont
  - o des raisons de sécurité, notamment si les garanties de sécurité sont insuffisantes,
  - o des raisons de santé publique, d'hygiène (notamment garanties insuffisantes du respect des normes d'hygiène),
  - o des raisons de protection de l'environnement en général et de l'environnement urbain en particulier,
  - o des raisons de protection du consommateur.

Cette autorisation est révoquée en tout temps si un des motifs de refus repris à l'alinéa précédent apparaît, ou suite à un trouble de l'ordre public, au non respect du code de la route, à un rapport négatif émis par le vétérinaire communal concernant l'hygiène en général et/ou la présentation des produits en particulier.

Article 4. La vente à domicile reste entièrement libre.

Article 5. La taxe est due aussi bien par les personnes exerçant en leur propre nom la profession de marchand ambulant que par les agents de particuliers ou de sociétés, qui circulent dans les rues de la commune en offrant publiquement leur marchandise et en faisant appel aux acheteurs par des signaux quelconques. Elle sera exigible d'une même firme autant de fois que cette firme emploiera simultanément d'agents pour la vente.

Article 6. La taxe sera perçue au comptant, contre remise d'une quittance qui est personnelle : il est défendu aux titulaires de la céder à qui que ce soit.

Article 7. Toutefois lorsque le paiement aura été éludé, le redevable sera repris dans un rôle conformément aux dispositions de la loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales.

Article 8. L'administration adresse au redevable une formule de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée avant l'échéance mentionnée dans ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration communale les éléments nécessaires à l'enrôlement au plus tard dans les 15 jours précédant l'occupation du domaine public.

La déclaration reste valable jusqu'à sa révocation notifiée par écrit à l'administration communale. A défaut d'une telle révocation, l'enrôlement se poursuivra.

Article 9. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, tardive, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1996. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 200% et sera également enrôlé.

Article 10. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestres et Echevins. La réclamation éventuelle doit, sous peine de nullité, être introduite dans un délai de 6 mois à partir de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle doit en outre être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée, signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

1. les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel la taxe est établie ;
2. l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Article 11. Le non-respect du présent règlement entraîne l'application d'une amende d'un montant de 150,- € conformément à l'art. 2 §4 du Règlement Général de Police du 21/01/2009.

Article 12. L'établissement, le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière.

Article 13. Les tarifs tels que définis ci-dessus sont applicables à partir du 01/12/2010 et ce jusqu'au 31.12.2013 inclus.

Article 14. Toute demande relative à la présente réglementation doit être introduite auprès de l'Administration Communale de Jette par courrier (chaussée de Wemmel 100 à 1090 Jette), fax (+32(0)2/425.24.61) ou voie électronique (info@jette.irisnet.be). Elle fera l'objet d'un accusé de réception dans les 30 jours et d'une réponse motivée adressée dans les deux mois suivant sa réception pour autant que l'ensemble des documents demandés aient été fournis.

Article 15. La présente délibération remplace celle prise le 25/06/2008 et portant la référence 25/06/2008/A/037 et sera d'application à partir du 01/12/2010.

Par le Conseil :  
Le Secrétaire communal,  
(s) P.-M. Empain

Le Président,  
(s) H. Doyen

**Pour extrait conforme :**

Le Secrétaire communal,

Le Collège,

# GEMEENTEBESTUUR VAN JETTE

Brussels Hoofdstedelijk Gewest

-----

## UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD

-----

Openbare zitting

AANWEZIG :

HH. Doyen, Burgemeester-Voorzitter;  
Hermanus, Mw Gallez, HH. Gosselin, Lacroix, Mwen Vandevivere, De Pauw, HH. Leroy en Pirottin, Schepenen;  
Lieverinckx, Mw De Kock, HH. Vandenheede, Paternotte, Werrie, Mw Vanderzippe, HH. Lootens-Stael, Taher, Mw De Berlangere-Lichtert, H. Mennekens, Mw Van der Borst, HH. Goujard, Amisi Yemba, Errazi, Van Nuffel, Gatz, Dewaels, Mwen Dzaoui, Gobbe, H. Ahidar, Mw Maes, H. Dallemagne, Mwen Rouffin, Moreau, Dekeyser en Nsikungu, Raadsleden;  
Empain, Gemeentesecretaris.

-----

### AANVULLENDE AGENDA

REF. : 24/11/2010/A/017

ONDERWERP: BELASTING OP DE AMBULANTE HANDEL MET MOTORVOERTUIG - WIJZIGINGEN

De gemeenteraad,

Gelet op de wettelijke beschikkingen der reglementering van de ambulante handel ;  
Gelet op de wet van 24/12/1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de belasting op de ambulante handel van 25/06/2008 (ref. : 25/06/2008/A/037) ;

Overwegende dat gevolggevend aan het in voege treden van de richtlijnen 2006/123/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten van binnenlandse handel, wordt het artikel 3 aangepast en wordt er een nieuw artikel 14 toegevoegd ;

Overwegende dat om een duidelijke en nauwkeurige informatie te verzekeren, worden de artikels 1 en 2 gewijzigd en de artikels 8, 9, en 10 toegevoegd.

Overwegende dat, om het huidig reglement te doen naleven, een artikel 11 die een administratieve boete voorziet, toegevoegd wordt en artikel 4 geschrapt wordt ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het college ;

Beslist om het gemeentelijk reglement van 25/06/2008 (ref. : 25/06/2008/A/037) betreffende de belasting op de ambulante handel aan te passen en de titel te wijzigen.

Het aangepaste reglement luidt dus als volgt :

**Gemeentelijk reglement met betrekking tot de belasting op de ambulante handel met motorvoertuig.**

Artikel 1. Er wordt voor de dienstjaren 2010 tot 2013 inbegrepen, een belasting op de ambulante handel met motorvoertuig geheven.

Wordt bedoeld de ambulante handel uitgeoefend met een motorvoertuig anders dan die van toepassing is in het reglement van het "Standplaatsrecht – Openbare markt".

Artikel 2. De ambulante handelaars met motorvoertuigen moeten aan de Gemeenteontvanger de hierna vastgestelde belasting betalen:

Tarieven in Euro per :	2010	2011	2012	2013
Dag	7,50	7,75	8,00	8,25
Week	30	31	32	33
Maand	86	89	92	95
Trimester	217	224	230	238
Jaar	580	600	620	640

Artikel 3. Ieder persoon die een ambulante activiteit uitoefent op de openbare weg met een motorvoertuig, moet vooraf een toelating verkrijgen van de heer Burgemeester. Het bekomen van deze toelating is vereist omwille van het algemeen belang en vermits elke controle a posteriori te laat zou plaatsvinden en schade zou kunnen berokkenen aan de publieke orde, aan de gezondheid, veiligheid, rust, volkshygiëne. Elke aanvraag van dergelijke toelating moet worden ingediend overeenkomstig artikel 14 en zal de volgende elementen moeten bevatten :

- identiteit en adres van de aanvrager ;
- ondernemingsnummer ;
- kopie recto-verso van de leurkaart met een geldigheidsdatum na 01.10.2006 of van de "machtiging als werkgever" ;
- aard van het verkoopsartikel ;
- registratienummer van het voertuig ;
- in voorkomend geval, een recent controleattest voor de elektrische installatie en/of gasapparaten, afgeleverd door een erkend controleorganisme ;
- in voorkomend geval, een recent hygiëneattest voor de verkoop van voedingswaren ;
- activiteitsperiode en uurrooster betreffende het uitoefenen van deze activiteit.

De Burgemeester kan de toelating weigeren om volgende redenen :

- beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen van 02/08/1994 die een limiet oplegt aan de voorgestelde activiteit ;
- indien het bekomen van zulke toelating in tegenstrijd is met een hoger wettelijk norm ;
- een negatief advies van de politiediensten met name inzake geluidsoverlast, burenhinder, verstoring van de openbare orde ;
- voor dringende redenen van algemeen belang ;
  - o veiligheidsredenen, met name, wanneer de veiligheidsgaranties onvoldoende zijn,
  - o de volksgezondheid, hygiëne (met name, wanneer er onvoldoende garanties zijn bij het naleven van de hygiënenormen),
  - o om redenen ter bescherming van het leefmilieu in 't algemeen en het stedelijk leefmilieu in 't bijzonder,
  - o om redenen ter bescherming van de verbruiker.

Deze toelating is ten alle tijde herroepbaar, indien één van de redenen van weigering hernomen in de voorgaande alinea zich voordoet of ten gevolge van de verstoring van de openbare orde, het niet naleven van de wegcode, een negatief verslag afgeleverd door de gemeentelijke dierenarts betreffende de hygiëne in 't algemeen en/of de presentatie van de producten in 't bijzonder.

Artikel 4. De verkoop aan huis blijft volledig vrij.

- Artikel 5. De belasting is zowel verschuldigd door de personen die in eigen naam het beroep van ambulante handelaar uitoefenen als door de agenten van particulieren of maatschappijen die in de straten van de gemeente circuleren, hun waren publiek aanbieden en op de kopers beroep doen door om het even welke tekens. Zij zal zo dikwijls eisbaar zijn van eenzelfde firma als deze gelijktijdig agenten voor de verkoop bezigt.
- Artikel 6. De belasting zal contant ingevorderd worden, tegen afgifte van een kwijtschrift die strikt persoonlijk is : het is de titularissen verboden dit kwijtschrift aan andere personen over te maken.
- Artikel 7. In geval van niet-betaling zal de belastingplichtige opgenomen worden in een kohier opgesteld overeenkomstig de beschikkingen van de wet van 24/12/1996 betreffende de vaststelling en de inning van de provinciale en gemeentelijke taksen.
- Artikel 8. Het gemeentebestuur zendt een aangifteformulier aan de verschuldigde, die dit volledig ingevuld, gedateerd en getekend vóór de vervaldatum, aangehaald in voornoemd formulier, moet terugsturen.  
De belastingplichtige die het aangifteformulier niet ontvangen heeft, moet spontaan de nodige elementen voor de inkohiering aangeven aan het gemeentebestuur ten laatste binnen de 15 dagen voorafgaand aan de bezetting van de openbare weg.  
De verklaring blijft geldig tot zijn schriftelijke herroeping, gericht aan het gemeentebestuur. Bij gebrek aan deze herroeping zal de inkohiering volgen.
- Artikel 9. Het niet aangeven binnen de voorziene termijn of van een niet correcte aangifte, te laat, onvolledig of onduidelijk vanwege de verschuldigde, zal de onmiddellijke inning van de belasting tot gevolg hebben, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 24 december 1996. In dat geval zal het bedrag van de toeslag 200% bedragen en zal deze eveneens ingekohierd worden.
- Artikel 10. De inkohiering van de belasting wordt door het college van Burgemeester en Schepenen afgesloten en invorderbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar volgend op het voorbije jaar. Het eventuele bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, ingediend worden binnen een termijn van 6 maanden vanaf het verzenden van het aanslagbiljet. Het zal bovendien schriftelijk ingediend worden. Het moet gemotiveerd, gedateerd en getekend worden door de betrokkene of zijn vertegenwoordiger en moet vermelden :
1. de naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt vastgesteld ;
  2. het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.
- Artikel 11. Het niet respecteren van het huidig reglement leidt tot een boete van 150,00 € overeenkomstig artikel 2 §4 van het Algemeen Politierglement van 21/01/2009.
- Artikel 12. De vestiging, de inning en de geschillen worden geregeld volgens de wettelijke en reglementaire beschikkingen in kwestie.
- Artikel 13. De hierboven vermelde tarieven zijn van toepassing vanaf 01/12/2010 en dit tot en met 31.12.2013.
- Artikel 14. Elke aanvraag met betrekking tot het huidig reglement moet ingediend worden bij het gemeentebestuur van Jette per briefwisseling (Wemmelsesteenweg 11 te 1090 Jette), per fax (+32(0)2/425.24.61) of per e-mail (info@jette.irisnet.be). Ze zal binnen de 30 dagen het voorwerp uitmaken van een ontvangstbewijs en binnen de 2 maanden, die volgen op de ontvangst voor zover alle gevraagde documenten werden afgeleverd, van een gemotiveerd antwoord.
- Artikel 15. Huidige beraadslaging vervangt deze genomen op 25/06/2008 met referte 25/06/2008/A/037 en treedt in werking op 01/12/2010.

Namens de Raad :  
De Gemeentesecretaris,  
(g) P.-M. Empain

De Voorzitter,  
(g) H. Doyen

**Voor eensluidend uittreksel :**

De Gemeentesecretaris,

Het College,